



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE  
ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA  
A FIN JANVIER 2019**

**Mars 2019**



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA  
A FIN JANVIER 2019**

---

**MARS 2019**

---

## SOMMAIRE

---

	<b>Pages</b>
<b>PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>6</b>
1.1 Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	6
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	9
<b>II. ACTIVITES ECONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>11</b>
2.1. - Production de biens et services	11
2.2 - Inflation	14
<b>III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE</b>	<b>15</b>
3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	15
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	16
3.3. Liquidité bancaire	17
3.4 Situation monétaire	19
<b>IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>21</b>
4.1 Marché boursier de l'UEMOA	21
4.2 Marché des titres de la dette publique	22
<b>V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>23</b>
5.1. Environnement international	23
5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	25
5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	28
5.4. Perspectives d'inflation	28
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>30</b>

---

---

## PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

### 1- Evolution récente

Aux Etats-Unis, l'activité économique montre quelques signes de ralentissement. Dans la zone euro, le secteur privé a débuté l'année presque à l'arrêt, à son rythme le plus faible depuis cinq ans et demi, en liaison avec le recul des exportations. Au niveau des pays émergents, l'activité dans le secteur manufacturier chinois s'est contractée pour le deuxième mois consécutif en janvier 2019, soulignant les difficultés rencontrées par l'économie chinoise, du fait des tensions commerciales avec les Etats-Unis.

La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la Banque Centrale du Ghana et de la Banque Populaire de Chine (BpoC), qui ont apporté quelques modifications à leur dispositif.

Les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'UEMOA se sont accrus, à l'exception de ceux du coton, tandis que les produits alimentaires importés ont enregistré des évolutions contrastées. Les hausses les plus importantes ont été notées au niveau du pétrole, du caoutchouc, de l'huile de palme, de l'huile de palmiste et de l'or. Les prix des principaux produits importés ont également enregistré des évolutions divergentes.

Les espoirs de résolution du conflit commercial sino-américain ont favorisé une bonne orientation des indicateurs des principaux marchés boursiers. Toutefois, les craintes d'un ralentissement de la croissance mondiale continuent d'affecter le marché des changes. Ainsi, l'euro s'est déprécié par rapport au yen japonais et à la livre sterling britannique. En revanche, la monnaie européenne s'est renforcée face au dollar des Etats-Unis. Sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est apprécié face aux principales monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, à l'exception du dalasi gambien.

Au niveau de l'UEMOA, les indicateurs récents de conjoncture indiquent la généralisation du redressement de l'activité économique à tous les secteurs. Par rapport à la même période de 2018, à l'exception du secteur industriel, la cadence des activités économiques s'est également renforcée.

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC 2014) a progressé, en glissement annuel, de 0,8% à fin janvier 2019, après une réalisation de 1,1% le mois précédent. Le recul du rythme de progression du niveau général des prix est imprimé essentiellement par la composante « Alimentation ». La baisse des prix des produits alimentaires est en ligne avec l'amélioration de l'offre de céréales et de légumes frais dans la plupart des pays de l'Union. La dynamique du niveau général des prix a été atténuée par une moindre progression des prix de la fonction « Communication », dont la contribution est ressortie nulle à fin janvier 2019 contre +0,1 point de pourcentage un mois plus tôt, en rapport avec une détente des prix au Burkina.

Au cours du mois de janvier 2019, les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont restés élevés. Sur les guichets de la BCEAO, le taux d'intérêt moyen pondéré des opérations d'appels d'offres à une semaine et le taux d'intérêt marginal se sont maintenues à 4,50%. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur l'ensemble des maturités

---

du marché interbancaire a toutefois reculé de 2,3 points de base à 5,16%.

L'analyse des conditions de banque à fin janvier 2019 indique une hausse de 34,0 points de base du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 7,1% après 6,8% en décembre 2018. Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont augmenté au niveau des concours accordés aux entreprises individuelles, aux particuliers, aux entreprises privées du secteur productif et à la clientèle financière. En revanche, le coût du crédit a baissé pour les avances aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC).

Au cours du mois de janvier 2019, la liquidité propre des banques s'est dégradée de 137,7 milliards, en lien essentiellement avec le solde négatif des transferts vers l'extérieur (233,3 milliards). La hausse des opérations des Etats avec les banques a exercé un effet modérateur (+42,4 milliards).

La situation monétaire de l'Union à fin janvier 2019 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+10,3%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et les créances des institutions de dépôt sur l'économie. En effet, les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 862,8 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+1.101,6 milliards). Les créances intérieures ont progressé de 2.437,2 milliards ou 8,9%, en rythme annuel, pour s'établir à 29.923,2 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et des créances sur les administrations publiques centrales (APUC).

## **2- Perspectives**

Au plan de l'environnement externe, l'activité économique poursuivrait sa bonne dynamique à l'échelle mondiale, tirant profit notamment de la poursuite de la demande intérieure aux Etats-Unis. Les risques liés au Brexit et au ralentissement du commerce mondial, des investissements internationaux, ainsi que de la croissance en Chine et en Italie devraient peser sur l'activité économique sur la proche période. Sur le premier trimestre 2019, l'activité économique devrait enregistrer une bonne dynamique d'évolution. Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent une légère reprise de l'activité dans les pays avancés et ceux partenaires de l'Union. En zone euro, la croissance de l'activité économique serait portée par le regain de dynamisme du secteur privé. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit continuent d'affecter l'activité économique. L'activité économique au Japon se ressentirait de la faiblesse des exportations et de la production industrielle.

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés et importés par les pays de l'Union s'orienteraient à la hausse à l'exception de ceux du coton et de l'huile de palmiste.

Dans les pays de l'UEMOA, pour le mois de février 2019, les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande intérieure. Pour l'année 2019, ces conditions favorables demeureront, avec toutefois un ralentissement de la demande

---

en provenance des principaux pays partenaires européens et asiatiques où la croissance est dans une phase descendante du cycle.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin janvier 2019 et les dernières informations disponibles font ressortir un ralentissement de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,4% au premier trimestre 2019, après une réalisation de 6,8% le trimestre précédent. La perte de vitesse de l'activité au premier trimestre 2019 est attribuable notamment au recul du rythme de progression de la production manufacturière, des activités commerciales et extractives. Toutefois, la bonne tenue des secteurs financier et de production d'énergie a exercé un effet modérateur.

La masse monétaire de l'Union se situerait à 27.522,73 milliards à fin février 2019 contre 25.022,5 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.500,2 milliards (+10,0%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 2.135,3 milliards (+7,6%) des créances intérieures attendues à 30.112,7 milliards et des AEN (+671,3 milliards ou +15,1%).

Les prévisions d'inflation font ressortir, en glissement annuel, une hausse des prix de 0,9% à fin février 2019, légèrement au dessus du niveau du mois de janvier 2019. La composante « Alimentation » resterait la principale source de la hausse du niveau général des prix.

---

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1 Activité économique dans le monde

Aux Etats-Unis, l'activité économique montre quelques signes de ralentissement. La production industrielle a reculé de 0,6% en janvier 2019, en liaison avec la contraction du secteur manufacturier. Dans la zone euro, le secteur privé a débuté l'année presque à l'arrêt, à son rythme le plus faible depuis cinq ans et demi, en liaison avec le recul des exportations. Les tensions commerciales mondiales ont freiné les exportations allemandes, qui ont connu leur plus faible taux de croissance en cinq ans (+1,5% en 2018 contre 2,2% en 2017). En France, l'activité a poursuivi sa baisse en janvier 2019, sous l'effet des perturbations liées aux actions des « Gilets jaunes<sup>1</sup> ».

Au niveau des pays émergents, l'activité dans le secteur manufacturier chinois s'est contractée pour le deuxième mois consécutif en janvier 2019, soulignant les difficultés rencontrées par l'économie chinoise, en liaison avec les tensions commerciales avec Washington.

### 1.2. Actions des banques centrales<sup>2</sup>

***La plupart des banques centrales des pays avancés, émergents et des sous-régions ouest africaine et centrale ont maintenu inchangée l'orientation de leur politique monétaire, à l'exception de la Banque Centrale du Ghana et de la Banque Populaire de Chine (BPoC), qui ont apporté quelques modifications à leur dispositif.***

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine (FED) a maintenu, le mercredi 30 janvier 2019, ses taux directeurs inchangés. L'objectif de taux des fonds fédéraux (fed funds), principal instrument de la politique monétaire des Etats-Unis, reste fixé entre 2,25% et 2,50%. L'Institution a expliqué que les arguments en faveur d'une poursuite de la hausse des taux s'étaient affaiblis et que le cycle de resserrement de la politique monétaire, en cours, pourrait être déjà achevé. Ainsi, la FED serait patiente en matière d'éventuels relèvements supplémentaires, en raison des incertitudes économiques et financières. En outre, la FED a évoqué un possible assouplissement monétaire via la réduction de son bilan, qui atteint actuellement près de 4.100 milliards de dollars.

En zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé, au cours de la réunion de son Comité de Politique Monétaire du jeudi 24 janvier 2019, inchangés ses taux directeurs. Elle a également confirmé son intention d'attendre l'été avant d'envisager un relèvement de taux, dans un contexte dominé par les signes de ralentissement économique. Le taux de la facilité de dépôt, qui pourrait être le premier à être modifié, reste fixé à -0,40%, le taux de refinancement à zéro et le taux de la facilité de prêt marginal à 0,25%. La BCE pourrait envisager d'entamer une nouvelle série d'opérations de refinancement ciblées à long terme (TLTRO), si ces fonds peuvent conduire à une baisse des taux de crédit. Par ailleurs, la persistance des incertitudes liées aux facteurs géopolitiques et à la menace du protectionnisme pèserait sur les perspectives de croissance de la zone euro. Des vulnérabilités dans les marchés émergents et la volatilité des marchés financiers accentueront cette tendance.

---

<sup>1</sup> Le mouvement des Gilets jaunes est apparu en France en octobre 2018. Il s'est étendu dans de moindres proportions à d'autres pays. Ce mouvement social spontané trouve son origine dans la diffusion sur les réseaux sociaux d'appels à manifester. La mobilisation a pour motivation de départ le rejet de l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Elle s'élargit rapidement à d'autres revendications fiscales et sociales ainsi que politiques.

<sup>2</sup> Cette section passe en revue les dernières actions des banques centrales et perspectives.

---

Au Japon, la Banque Centrale (BoJ) a décidé, le mercredi 24 janvier 2019, de maintenir le taux d'intérêt à court terme à -0,1 % et celui des rendements obligataires à 10 ans aux alentours de 0%. Elle a également tenu son engagement, pris en juillet 2018, de maintenir des taux d'intérêts très bas pendant une période prolongée, dans la mesure où l'inflation reste loin de l'objectif de 2%.

Au niveau des pays émergents, la Banque Populaire de Chine (PBoC) a annoncé, le vendredi 4 janvier 2019, une diminution de 100 points de base, en deux temps, du taux des réserves obligatoires (RO) imposées aux principales banques du pays. Elle a présenté cette mesure comme un ajustement ciblé plutôt qu'une forte stimulation de l'activité. Ainsi, la PBoC a précisé que le ratio de réserves obligatoires, actuellement fixé à 14,5% ou 12,5% selon les établissements, serait réduit de 50 points de base pour la plupart des banques commerciales à compter du 15 janvier 2019, puis de 50 points de base supplémentaires à compter du 25 janvier 2019. La PBoC a indiqué que la réduction du coefficient de RO libérerait 1.500 milliards de yuans, soit 191,4 milliards d'euros, de liquidités. L'initiative de la PBoC vise à encourager les banques primaires à prêter davantage aux entreprises, afin de relancer la croissance du pays.

Dans la sous-région ouest africaine, la Banque Centrale du Ghana (BoG) a, au cours de la réunion de son Comité de Politique Monétaire du 28 janvier 2019, abaissé son principal taux directeur de 100 points de base à 16,0%, en relation avec les bonnes perspectives économiques et le recul des pressions inflationnistes.

### **1.3 – Marchés des matières premières**

***Les prix des produits agricoles exportés par les pays de l'UEMOA se sont accrus, à l'exception de ceux du coton, tandis que les produits alimentaires importés ont enregistré des évolutions contrastées.***

Les cours des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA ont enregistré des hausses, à l'exception de ceux du coton (-4,6%). Les hausses les plus importantes ont été enregistrées pour le pétrole (+5,2%), le caoutchouc (+4,3%), l'huile de palme (+4,0%), l'huile de palmiste (+3,8%) et l'or (+3,2%).

Les prix du pétrole ont été portés par l'apaisement des craintes d'une surabondance de l'offre, suite aux efforts des pays de l'OPEP relatifs au respect des engagements de décembre 2018 de réduire leurs extractions de 1,2 million de barils par jour (mbj). Les prix du pétrole ont également profité de l'optimisme autour des négociations commerciales entre la Chine et les États-Unis, alors que les tensions commerciales pèseraient négativement sur la demande en énergie et l'économie mondiale.

Les cours du caoutchouc ont augmenté dans un contexte de baisse des approvisionnements des marchés internationaux par les plus grands producteurs de ce produit, à savoir la Thaïlande, la Malaisie et l'Indonésie, qui composent le Conseil tripartite international du caoutchouc (ITRC), conjugué à la fermeté de la demande des industriels chinois.

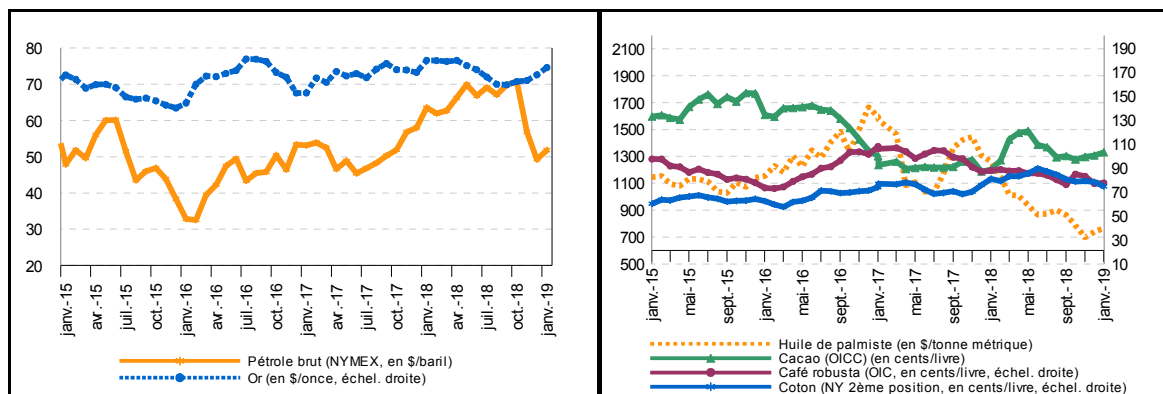
Les cours de l'huile de palmiste et de l'huile de palme ont augmenté, en relation avec la forte demande enregistrée au niveau des pays asiatiques, notamment en Inde et en Russie. En outre, l'accroissement de la demande d'huile de palme à des fins d'utilisation dans le biodiesel en Indonésie et en Malaisie a favorisé la hausse les prix de ce produit.



Les cours de l'or ont tiré profit de leur statut de valeur refuge, dans un contexte d'incertitude sur le rythme de normalisation des politiques monétaires des banques centrales des pays avancés.

En revanche, les prix du coton se sont ressentis de la baisse de la demande, notamment de la Chine, dans un contexte de tensions commerciales. Par ailleurs, le Burkina Faso a bouclé le financement de 94,6 milliards de sa campagne cotonnière 2018/2019, montant mobilisé auprès d'un pool bancaire international (42,6 milliards) et national (52 milliards).

**Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (en devises)**

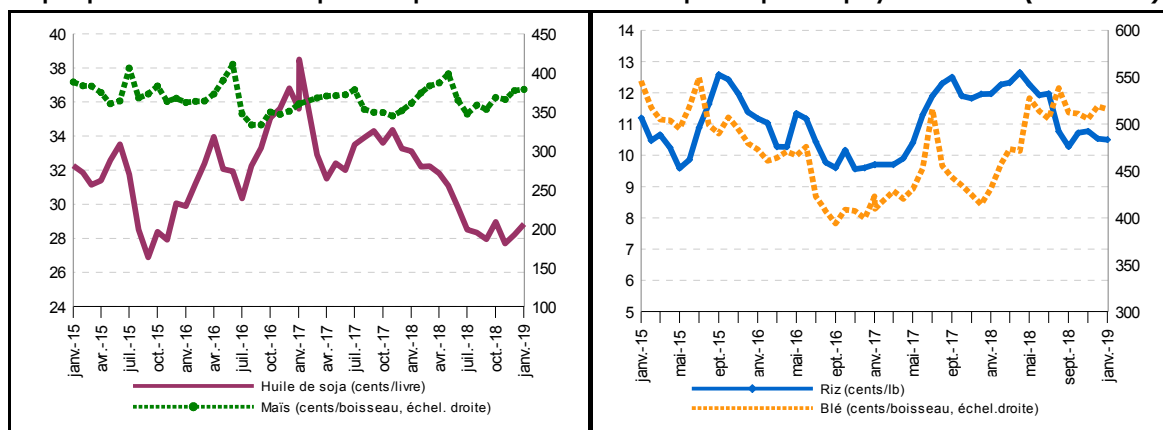


Sources : Reuters, calculs BCEAO

### Les prix des principaux produits importés ont enregistré des évolutions contrastées

Les prix de l'huile de soja (+2,2%) et du maïs (+0,4%) ont été portés par la vigueur de la demande. En particulier, les cours du soja ont bénéficié de la reprise des importations chinoises de ce produit en provenance des Etats-Unis. En revanche, les prix du riz (-1,4%) et du blé (-0,6%) ont été pénalisés par la demande atone et les bonnes perspectives de production de ces spéculations.

**Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (en devises)**



Sources : Reuters, calculs BCEAO.

## 1.4 - Marchés financiers mondiaux

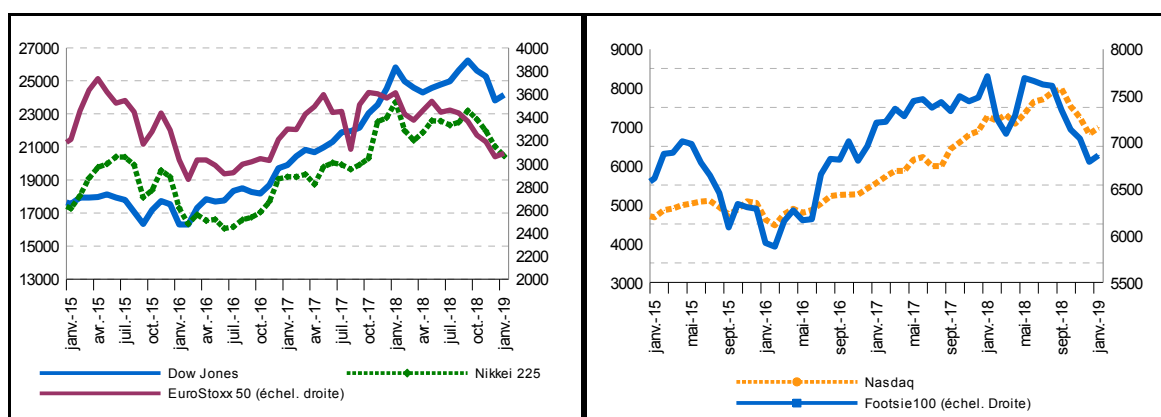
**Les espoirs de résolution du conflit commercial sino-américain ont favorisé une bonne orientation des indicateurs des principaux marchés boursiers. Toutefois, les craintes d'un ralentissement de la croissance mondiale continuent d'affecter le marché des changes.**

### 1.4.1. Les places boursières

Les indicateurs des principaux marchés boursiers sont ressortis en hausse, portés par les espoirs de résolution du conflit commercial entre Pékin et Washington ainsi que la publication des résultats trimestriels meilleurs que prévu, des grandes entreprises cotées. Toutefois, cette tendance haussière a été atténuée par les craintes d'un ralentissement de la croissance mondiale.

Les indices Dow Jones de la bourse de New York et Euro Stoxx 50 de la zone euro ont progressé respectivement de 1,5% et 1,0%. En revanche, l'indice Nikkei 225 de la bourse du Japon s'est replié de 2,7%.

**Graphique 3 : Evolution des indices boursiers internationaux (points)**



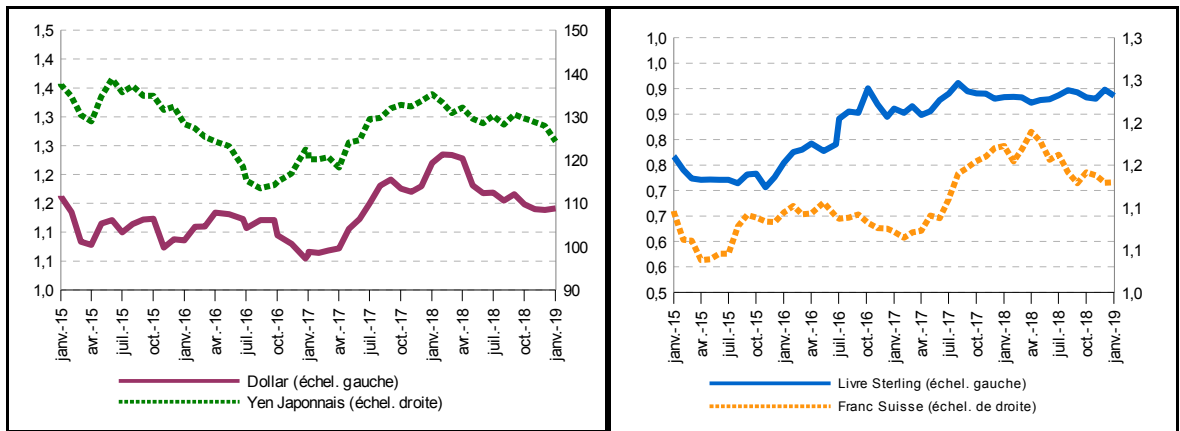
Sources : Reuters, calculs BCEAO

### 1.4.2. Les taux de change

La monnaie européenne s'est dépréciée par rapport au yen japonais (-2,8%) et à la livre sterling britannique (-1,3%). En revanche, elle s'est renforcée face au dollar des Etats-Unis (+0,3%). L'euro est ressorti stable par rapport au franc suisse.

Le dollar américain est affecté par les spéculations sur une possible interruption de la remontée des taux d'intérêt de la FED. Quand à l'euro, il reste pénalisé par les craintes d'un ralentissement de la croissance en zone euro et les incertitudes sur l'orientation de la politique monétaire de la BCE.

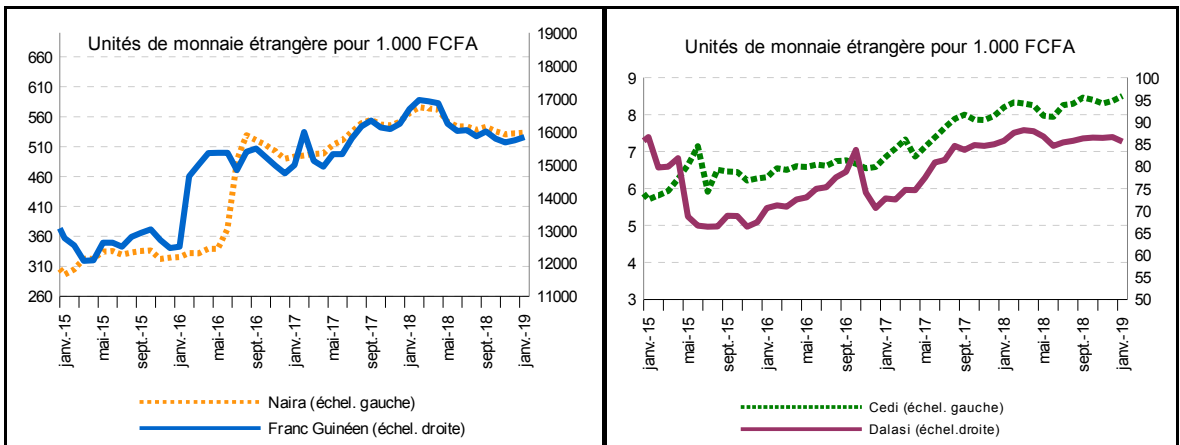
**Graphique 4 : Evolution du taux de change de l'euro face aux principales devises**



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Sur la base des données officielles compilées par l'AMAO, le franc CFA s'est apprécié face aux principales monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, à l'exception du dalasi (-1,2%). Les hausses les plus importantes ont été enregistrées par rapport au cedi ghanéen (+1,6%), au dollar libérien (+1,3%) et au franc guinéen (+0,6%).

**Graphique 5 : Evolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest**



Sources : Reuters, calculs BCEAO, AMAO

## II. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

### 2.1. Production de biens et services

**Les indicateurs récents de conjoncture indiquent une reprise de l'activité économique dans tous les secteurs au cours du mois de janvier 2019.**

#### 2.1.1 - Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a augmenté d'un mois à l'autre (+0,5%), après un repli de 4,5% le mois précédent. L'évolution de l'activité industrielle tient principalement à la hausse des activités manufacturières. Le recul de la production des secteurs d'extraction et de l'énergie a exercé un effet modérateur.

La progression des activités manufacturières est attribuable essentiellement à la hausse de la fabrication de produits chimiques, de textiles, du caoutchouc et des matières plastiques, des ouvrages en métaux et des produits de récupération. Le regain de dynamisme des activités manufacturières a été noté au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Burkina, au Togo et au Bénin, atténué par une baisse observée en Guinée-Bissau et au Mali.

**Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS (en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017	2018		2019	2018	2019
	janv	janv	janv	déc	janv.(*)	déc	janv.(*)
Production des activités extractives	-1,1	-0,9	-0,2	-1,1	0,0	-2,2	-2,0
dont pétrole brut et gaz naturel	0,0	-0,4	0,0	-0,2	0,0	0,9	0,7
Industries manufacturières	-3,4	5,0	12,2	-5,3	0,6	5,6	3,2
dont produits alimentaires et boissons	-0,5	-22,6	3,6	0,0	0,0	0,9	-1,0
textiles	-1,4	22,7	2,8	-0,9	0,2	-0,9	-0,2
produits pétroliers raffinés	0,0	-7,0	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
Electricité, eau et gaz	0,8	-1,8	-0,1	1,9	-0,1	0,4	0,5
<b>Indice Général</b>	<b>-3,7</b>	<b>2,4</b>	<b>11,8</b>	<b>-4,5</b>	<b>0,5</b>	<b>3,0</b>	<b>1,5</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires

En revanche, la baisse de la production des activités extractives est imputable à celle des minerais métalliques et du pétrole brut et gaz naturel, atténuée par la hausse de l'extraction du minerais d'uranium et de thorium ainsi que des autres minerais. La production de minerais métalliques, notamment de l'or, a reculé en Côte d'Ivoire (-21,5%) et au Burkina (-9,2%). Cette tendance a été atténuée de la hausse de la production d'or au Mali et au Sénégal. Le Niger et la Côte d'Ivoire sont concernés par la baisse de la production du pétrole brut.

Le repli de la production d'énergie est lié à celui de la fourniture d'électricité et d'eau, notamment en Guinée-Bissau et au Niger.

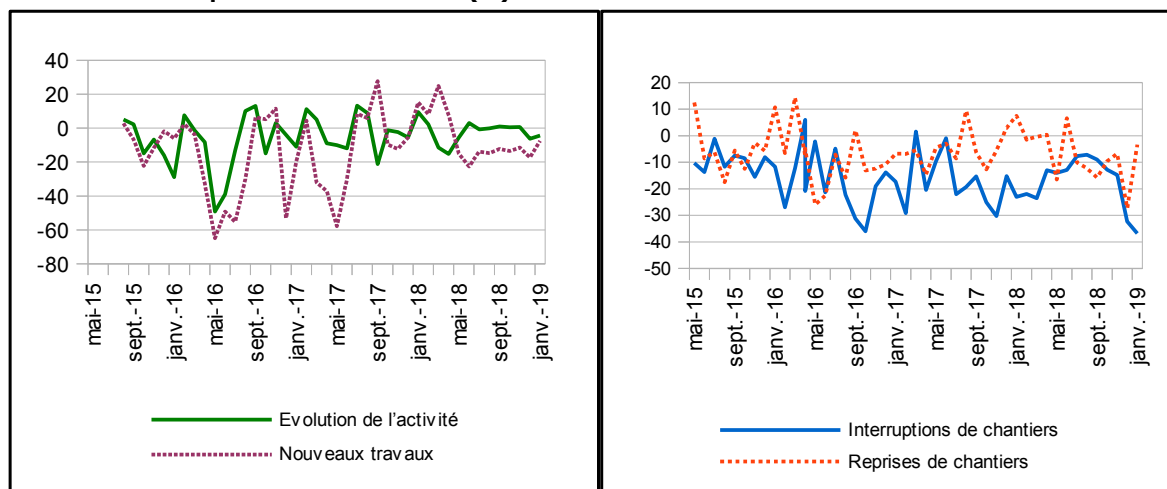
En glissement annuel, le rythme de progression de la production industrielle a baissé, passant d'une hausse de 3,0% en décembre 2018 à +1,5% en janvier 2019, en liaison avec la baisse du rythme de fabrication des produits chimiques, des autres minerais et des autres produits minéraux non métalliques, ainsi que du recul de la production des produits alimentaires au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

### 2.1.2 - Bâtiments et travaux publics

Au cours du mois de janvier 2019, l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en relation avec la hausse de nouveaux chantiers en matière de travaux publics (construction des infrastructures) et de reprises de chantiers. En outre, les interruptions de chantiers ont reculé. Toutefois, avec le renchérissement de l'exploitation et la persistance des déficits antérieurs, la trésorerie des entreprises du secteur s'est dégradée.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le volume de l'activité a augmenté dans tous les compartiments du secteur.

**Graphique 6 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des bâtiments et travaux publics de l'UEMOA (%)**



Source : BCEAO

### 2.1.3- Activité commerciale

Le taux de croissance de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce a augmenté, passant de -2,0%, en variation mensuelle, en décembre 2018 à +3,2% en janvier 2019. L'évolution de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à la hausse des ventes des produits pétroliers et alimentaires ainsi que des automobiles neufs. Cette tendance a été atténuée par la baisse des achats en produits pharmaceutiques.

**Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS (point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017	2018		2019	2018	2019
	janv	janv	janv	déc	janv.(*)	déc	janv.(*)
Produits de l'alimentation	-1,3	6,0	1,3	-0,9	0,3	0,1	1,4
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,2	4,8	0,9	-0,9	0,3	0,1	1,1
Equipement de la personne	-0,1	-0,4	0,0	0,0	0,4	0,0	0,3
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0,1	-0,4	0,0	0,0	0,4	0,0	0,3
Equipement de logement	0,0	1,2	1,2	-0,4	0,5	-0,2	-0,7
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0,5	-0,1	3,0	-0,5	0,8	-0,1	-1,7
dont véhicules automobiles neufs	0,1	-0,3	1,1	-0,1	0,7	0,0	0,2
Produits pétroliers	-2,0	-1,9	-1,1	-1,0	0,8	0,0	1,4
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0,6	0,4	-0,6	1,7	-1,2	0,3	0,5
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0,6	0,3	-0,5	1,7	-1,2	0,3	0,3
Produits divers	-0,7	-0,8	0,8	-0,9	1,5	0,1	0,9
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-5,0</b>	<b>4,4</b>	<b>4,6</b>	<b>-2,0</b>	<b>3,2</b>	<b>0,3</b>	<b>2,3</b>

(\*) données provisoires

Source : BCEAO

En glissement annuel, le rythme de progression de l'indice du chiffre d'affaires a accéléré, passant de 0,3% en décembre 2018 à 2,3% en janvier 2019, en raison essentiellement de l'accroissement du rythme haussier des ventes des produits alimentaires et pétroliers.

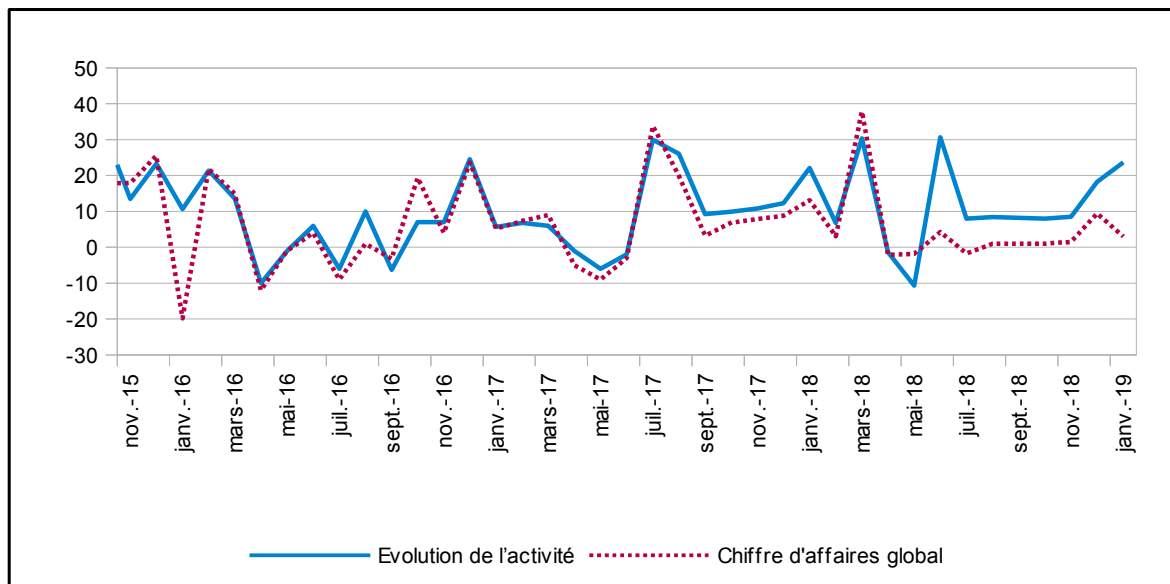
#### 2.1.4 - Services marchands

Selon l'opinion des chefs d'entreprise, la conjoncture économique en janvier 2019 demeure favorable dans le secteur des services marchands. Le volume global des prestations s'est accru ainsi que celui des commandes en provenance de l'extérieur. L'indicateur du climat des affaires dans ce secteur est supérieur à sa moyenne de long terme, traduisant le maintien de l'activité en phase d'expansion. La gestion financière des entreprises reste aisée, en liaison avec les encaissements suffisants et les marges antérieures de trésorerie.

En glissement annuel, le rythme de progression de l'activité des services marchands a baissé. En effet, le taux de croissance de l'indice du chiffre d'affaires dans le secteur a reculé, passant de 7,7% en décembre 2018 à 2,7% en janvier 2019. Cette évolution est imputable au ralentissement des prestations dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration et de l'immobilier, l'intermédiation financière s'étant accélérée, avec une hausse du chiffre d'affaires passant de 6,0% en décembre 2018 à

12,0% en janvier 2019.

**Graphique 7 : Evolution du solde d'opinion dans le secteur des services marchands de l'UEMOA (en variation mensuelle %)**



Source : BCEAO

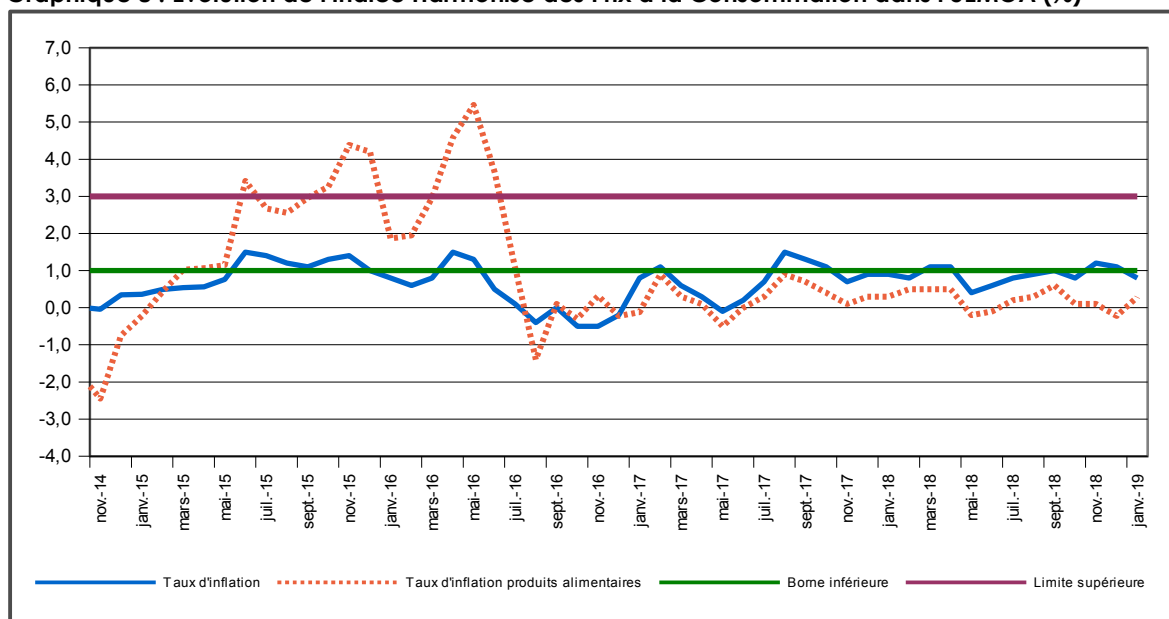
## 2.2 – Inflation

***Le rythme de progression du niveau général des prix a ralenti, en liaison notamment avec la baisse de la contribution des prix de la composante « Alimentation ».***

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC 2014) a progressé, en glissement annuel, de 0,8% à fin janvier 2019, après une réalisation de 1,1% le mois précédent. Le recul du rythme de progression du niveau général des prix est imprimé essentiellement par la composante « Alimentation », dont la contribution à l'inflation totale est ressortie à -0,1 point de pourcentage (pdp) à fin janvier 2019, contre +0,1 pdp un mois plus tôt. La baisse des prix des produits alimentaires est en ligne avec l'amélioration de l'offre de céréales et de légumes frais dans la plupart des pays de l'Union.

La hausse du niveau général des prix a été également atténuée par une moindre progression des prix de la fonction « Communication », dont la contribution est ressortie nulle à fin janvier 2019 contre +0,1 point de pourcentage un mois plus tôt, en rapport avec une détente des prix au Burkina.

**Graphique 8 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti, en glissement annuel, à 0,9% à fin janvier 2019 contre 1,0% à fin décembre 2018.

### III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITE ET SITUATION MONETAIRE

Les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont restés élevés en janvier 2019. Les conditions de banque, notamment les taux d'intérêt débiteurs, se sont inscrites en hausse.

#### 3.1 Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

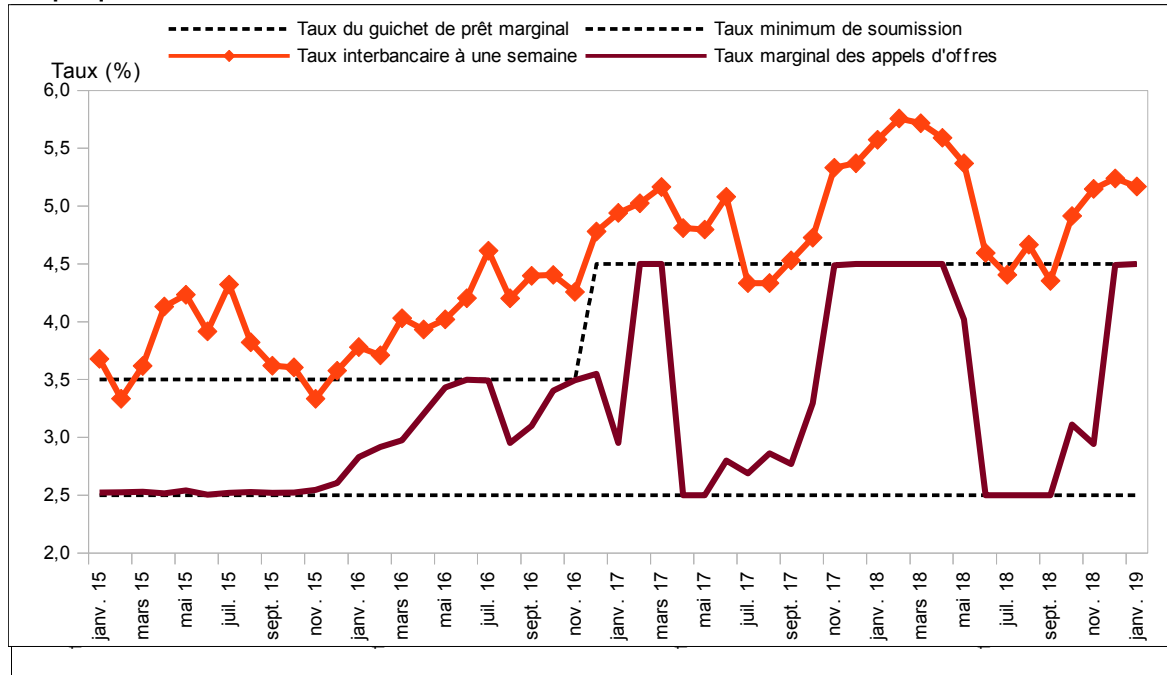
En liaison avec la baisse des pressions exercées sur la trésorerie des banques durant cette période de début d'année, les taux sur le marché monétaire ont légèrement augmenté en janvier 2019, comparativement à leur niveau du mois précédent.

Sur les guichets de la BCEAO, le taux moyen pondéré des opérations d'appels d'offres à une semaine est ressorti à 4,50%, en hausse de 0,1 point de base par rapport à la situation de décembre 2018. Quant au taux marginal, il a augmenté de 3,9 points de base pour s'établir à 4,50%.

La baisse des tensions a été plus ressentie sur le marché interbancaire. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le compartiment à une semaine a baissé de 7,1 points de base pour s'établir à 5,17%, au-dessus du taux du guichet de prêt marginal de la BCEAO (4,50%). Sur l'ensemble des maturités, le taux est ressorti à 5,16%, en recul de 2,3 points de base.



**Graphique 9 : Evolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire**



Sources : BCEAO

### 3.2- Taux d'intérêt débiteurs

L'analyse des conditions de banque à fin janvier 2019 indique une hausse de 34,0 points de base du taux débiteur moyen, hors taxes et charges, qui est ressorti à 7,1% après 6,8% en décembre 2018.

Suivant la nature du débiteur, les taux d'intérêt ont augmenté au niveau des concours accordés aux entreprises individuelles (+76,4 pnb), aux particuliers (+55,5 pnb), aux entreprises privées du secteur productif (+20,3 pnb), et à la clientèle financière (+15,0 pnb). En revanche, le coût du crédit a baissé pour les avances aux sociétés d'Etat et établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) (-36,9 pnb).

L'analyse suivant l'objet du crédit indique une hausse des taux débiteurs relatifs aux crédits de consommation (+70,4 pnb), d'équipement (+61,3 pnb), d'habitation (+59,2 pnb) et de trésorerie (+8,3 pnb). La baisse enregistrée au niveau des crédits d'exportation (-92,7 pnb) a amoindri le profil haussier des taux débiteurs au cours de la période sous revue.

**Tableau 3 : Evolution des taux débiteurs moyens des banques de l'UEMOA selon la nature et l'objet du crédit (%)**

	Niveau moyen mensuel						Variation mensuelle (en points de base)	
	2016	2017		2018		2019	2018	2019
	jan	jan	déc	jan	déc	jan.(*)	déc	jan(*)
<b>Taux débiteur global</b>	<b>7,11</b>	<b>6,60</b>	<b>6,88</b>	<b>6,73</b>	<b>6,76</b>	<b>7,10</b>	<b>3,86</b>	<b>33,97</b>
Particuliers	9,53	8,55	7,26	6,45	7,13	7,68	-106,64	55,52
Entreprises individuelles	7,35	7,26	6,82	9,48	6,80	7,57	3,74	76,41
Entreprises privées du secteur productif	6,52	6,34	7,15	6,48	6,56	6,76	23,27	20,34
Clientèle financière	8,52	5,67	7,07	8,04	7,46	7,61	178,14	15,02
Sociétés d'Etat et EPIC	7,14	5,46	6,22	6,21	7,23	6,87	142,50	-36,90
Trésorerie	6,40	6,06	6,54	6,56	6,60	6,69	49,02	8,30
Consommation	8,22	7,41	7,61	7,77	7,42	8,13	-81,80	70,41
Equipement	8,69	7,56	7,77	7,80	7,02	7,63	-74,12	61,27
Exportation	7,98	6,34	9,15	7,65	7,77	6,84	42,63	-92,70
Habitation	8,08	8,28	7,19	7,84	6,72	7,32	-111,90	59,18

(\*) données provisoires

Source : BCEAO

Dans l'Union, les hausses de taux ont été notées au Niger (+138,3 pdb), au Burkina (+127,9 pdb) et au Togo (+40,7pdb). Ces évolutions ont été atténuées par les baisses observées au Sénégal (-95,3 pdb), en Guinée-Bissau (-77,4 pdb) et en Côte d'Ivoire (-10,2 pdb).

Quant au taux moyen de rémunération des dépôts de la clientèle, il est ressorti en hausse de 14,3 points de base, à 5,8% au mois de janvier 2019. Le renchérissement des dépôts est localisé au Sénégal (+25,4 pdb, à 5,66%), au Togo (+14,1 pdb, à 5,75%) et au Bénin (+3,8 pdb, à 6,10%).

### 3.3. Liquidité bancaire

Au cours du mois de janvier 2019, la liquidité propre des banques s'est dégradée de 137,7 milliards, en lien essentiellement avec le solde négatif des transferts vers l'extérieur (233,3 milliards). La hausse des opérations des Etats avec les banques (+42,4 milliards) et le retour des billets aux guichets des banques (+53,2 milliards) ont exercé un effet modérateur.

**Tableau 4 : Répartition des refinancements suivant les guichets<sup>3</sup>**

(en milliards, sauf indication contraire)

Valeurs en milliards	Encours			Variations	
	janv-18	déc-18	janv-19	déc-18 / nov-18	janv-19 / déc-18
Guichet hebdomadaire	3 125,0	3 350,0	3 350,0	114,5	0,0
Guichet mensuel	720,0	720,0	720,0	0,0	0,0
Guichet de prêt marginal	64,7	105,1	99,5	105,1	-5,5
Guichet spécial de refinancement	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	3 911,9	4 172,5	4 167,0	219,6	-5,5

Source : BCEAO

Malgré la dégradation de leur trésorerie propre, les banques ont réduit leurs engagements sur les guichets de la BCEAO de 5,5 milliards après une hausse de 219,6 milliards observée en décembre 2018. Cette situation est attribuable au désengagement de certaines banques sur le guichet de prêt marginal.

**Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques**

(en milliards)

	janv-18 / déc-17	déc-18 / nov-18	janv-19 / déc-18
Circulation fiduciaire (1)	-55,6	298,0	-53,2
Transferts nets des banques (2)	112,3	-338,2	-233,3
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	243,4	539,7	42,4
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) – (1)	411,3	-96,5	-137,7
Réserves obligatoires (5)	1,0	4,2	6,0
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) – (4)	-410,2	100,7	143,7
Refinancements (7)	-193,7	219,6	-5,5
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	217,6	123,0	-143,2

Source : BCEAO

L'analyse de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires, au terme de la période de constitution échue le 15 janvier 2019, fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport aux réserves requises. Les réserves libres des banques, évaluées sur la période, sont ressorties à 881,1 milliards, soit 135,8% des réserves requises, en hausse de 17,4 points de pourcentage par rapport à décembre 2018.

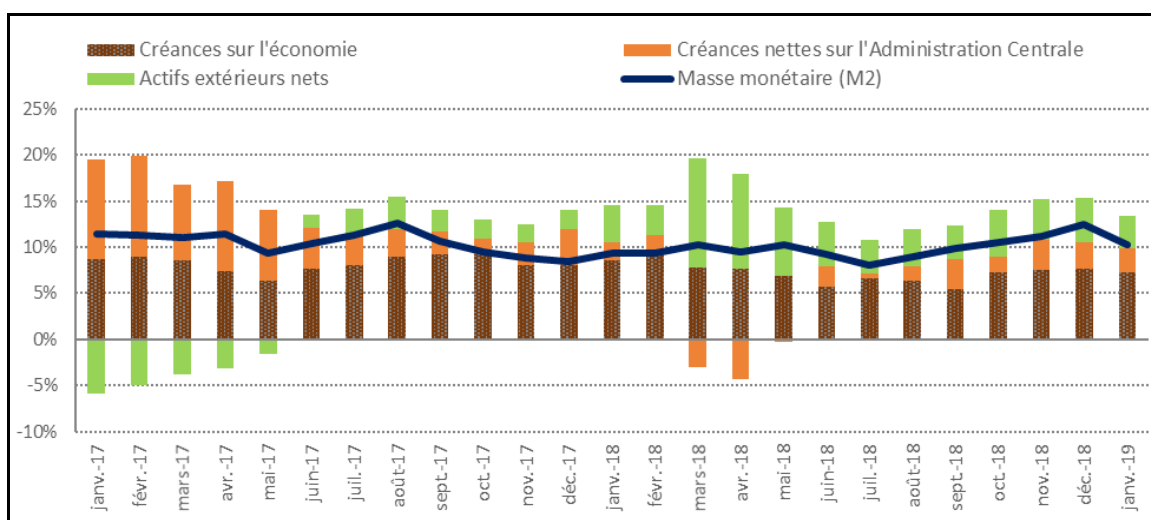
<sup>3</sup> NB : Les données des encours ne concernent que les banques

### 3.4 Situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin janvier 2019 est marquée par une progression, en glissement annuel, de la masse monétaire (+10,3%), portée par l'accroissement de sa contrepartie extérieure et les créances des institutions de dépôt sur l'économie.

Au niveau des composantes de la masse monétaire, les dépôts et la circulation fiduciaire se sont accrus respectivement de 10,5% et 9,8%.

**Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

#### 3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

Les Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt de l'Union se sont renforcés de 862,8 milliards en une année, en liaison avec la consolidation des AEN de la BCEAO (+1.101,6 milliards). Les réserves officielles de change de la Banque Centrale se sont établies à 8.524,8 milliards, en hausse de 16,2% par rapport à janvier 2018. Cette amélioration du niveau des réserves a été induite notamment par la mobilisation d'euro-obligations par le Sénégal et la Côte d'Ivoire en mars 2018 pour un montant de 2.010,9 milliards. La couverture des importations de biens et services par les actifs de réserves est ainsi ressortie à 4,7 mois à fin janvier 2019. Quant au taux de couverture de l'émission monétaire, il s'établit à 77,2% après un niveau de 77,1% en décembre 2018.

#### 3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé de 2.437,3 milliards ou 8,9%, en rythme annuel, pour s'établir à 29.923,2 milliards, en liaison avec la hausse des créances sur l'économie et des créances sur les administrations publiques centrales (APUC).

**Tableau 6 : Situation monétaire à fin novembre 2018**

(Encours en fin de période, en milliards de FCFA sauf indication contraire)

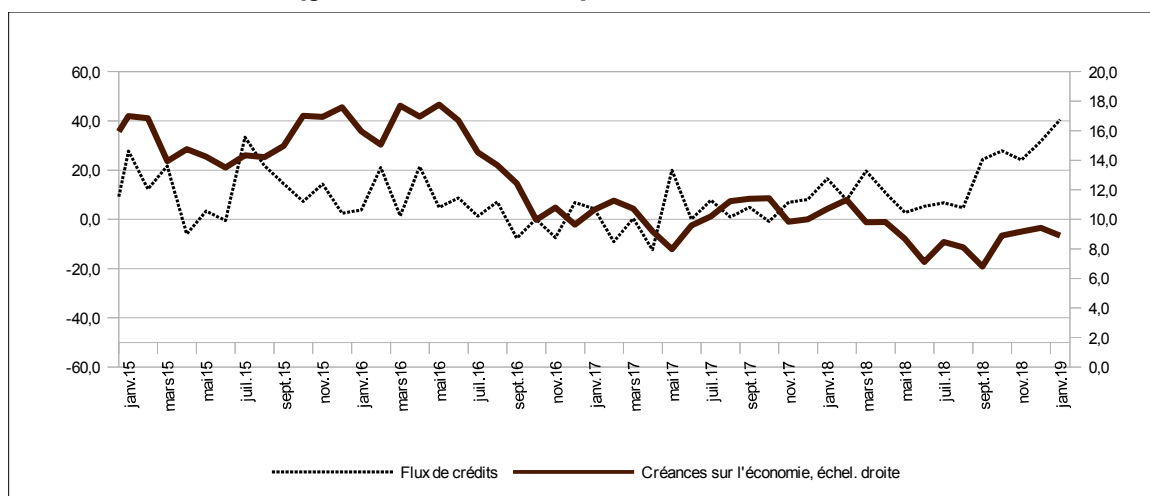
	déc.-17	janv.-18	déc.-18	janv.-19	Variation			
					Mensuelle (4)/(3)		annuelle (4)/(1)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(niveau)	(%)	(niveau)	(%)
Masse monétaire	24 649,8	24 714,6	27 715,1	27 264,0	-451,1	-1,6	2 549,4	10,3
Actifs extérieurs nets	4 172,5	4 344,4	5 375,1	5 207,2	-167,9	-3,1	862,8	19,9
Créances intérieures	27 438,0	27 485,9	30 023,8	29 923,2	-100,6	-0,3	2 437,3	8,9
Créances nettes sur APUC*	7 276,8	7 299,5	7 960,8	7 932,2	-28,6	-0,4	632,7	8,7
Créances sur l'économie	20 161,2	20 186,5	22 063,0	21 991,0	-72,0	-0,3	1 804,5	8,9

Source : BCEAO

(\*) APUC : Administrations Publiques Centrales

Le taux de croissance des créances sur l'économie s'est établi à 8,9% contre 9,5% à la même période de l'année 2018. Elles ont été portées essentiellement par la hausse des crédits bancaires aux entreprises privées non financières (+1.029,0 milliards ou +9,2%), aux sociétés publiques (+338,6 milliards ou 27,2%) et aux ménages (+550,5 milliards ou +9,2%). Les prêts aux sociétés financières non bancaires se sont, quant à eux, contractés de 481,8 milliards ou 56,8%.

**Graphique 11 : Evolution comparée de nouvelles mises en place de crédits bancaires et des créances sur l'économie (glissement annuel en %)**



Source : BCEAO

La baisse du rythme de progression des créances sur l'économie entre décembre 2018 et janvier 2019 (8,9% contre 9,4% en décembre) n'est pas justifiée par celle de nouvelles mises en place de crédits. Ces dernières se sont au contraire accélérées, traduisant un niveau des concours bancaires plus important que celui du mois de décembre 2018. En glissement annuel, les nouveaux concours bancaires se sont accrus de 40,5% en janvier 2019 après 31,69% le mois précédent.

En revanche, sur une base mensuelle, les crédits nouvellement mis en place ont chuté de 27,0%, traduisant un retour à la situation normale après les fortes sollicitations des prêts bancaires du fait des festivités de fin d'année. Ainsi, le cumul mensuel, toutes maturités confondues, est estimé à 1.435,1 milliards en janvier 2019, après un record de près de quinze ans atteint en décembre dernier (1.966,3 milliards). Le recul des mises en place de crédits intervient dans un contexte de progression des ressources collectées par les banques. En effet, les dépôts mobilisés par les banques de l'UEMOA ont augmenté de 81,7% à fin janvier 2019, en ressortant à 1.482,2 milliards contre 815,7 milliards le mois précédent. La hausse du volume des dépôts bancaires est imputable aux entreprises individuelles, à l'Etat et organismes assimilés, aux entreprises privées du secteur productif et aux particuliers.

Les créances nettes sur l'administration publique centrale ont enregistré une hausse de 8,7% en janvier 2019, contre 9,5% à la même période de 2018.

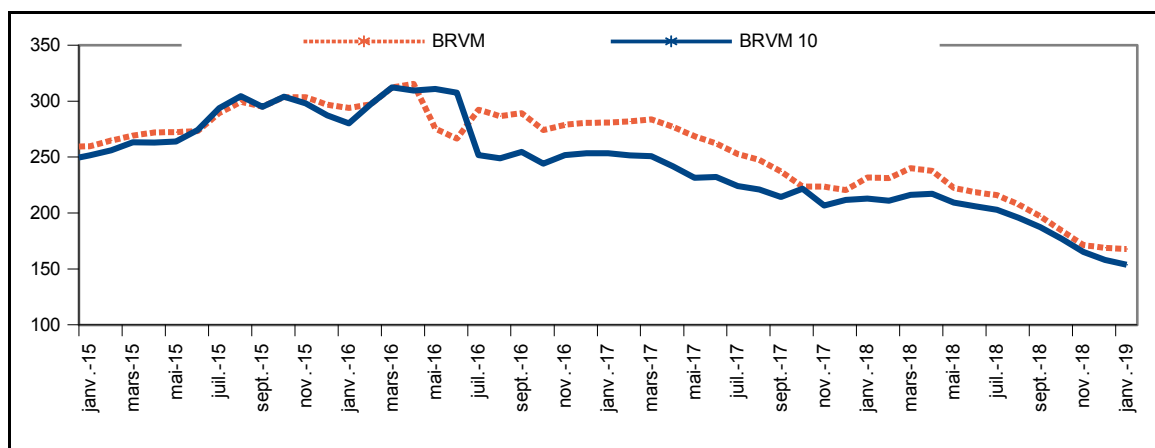
#### IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

**Les activités du marché boursier régional poursuivent leur tendance baissière en janvier 2019 et les Etats ont une préférence pour les bons sur le marché de titres de dette publique.**

##### 4.1 Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché, l'indice BRVM composite et BRVM 10, ont poursuivi leur tendance baissière à respectivement 167,8 points et 153,8 points en janvier 2019 contre des niveaux respectifs de 197,1 points et 158,2 points en décembre 2018. En variation mensuelle, ces indicateurs d'activité baissent respectivement de 14,9% et 2,7%.

**Graphique 12 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (points)**



Source : BRVM

---

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 10 se sont contractés respectivement de 27,5% et 27,0%.

#### 4.2.– Marché de titres de la dette publique

Au cours du mois de janvier 2019, le volume des ressources levées sur le marché financier régional a augmenté de 164,1 milliards par rapport au mois précédent, pour s'établir à 294,5 milliards. En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits s'est accru de 138,2 milliards par rapport à son niveau de janvier 2018.

Le taux de couverture des émissions est ressorti, en moyenne, à 129,8% en janvier 2019 contre 89,2% un an auparavant. Les bons du Trésor ont représenté 75,6% des émissions.

**Tableau 7: Evolution des ressources mobilisées par les Etats entre octobre et novembre 2018**

(En milliards)

	2018		2019	Variation (mds)	
	janvier	décembre	janvier	mensuelle	annuelle
Bons	120,2	95,5	222,6	127,1	102,4
Obligations	36,1	34,9	71,9	37,0	35,8
<b>Total</b>	<b>156,3</b>	<b>130,4</b>	<b>294,5</b>	<b>164,1</b>	<b>138,2</b>

Sources : UMOA -Titres, BCEAO

Sur le compartiment des bons du Trésor, les taux ont légèrement été en baisse, d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 5,82% en janvier 2019 contre 6,06% le mois précédent. Il s'est également contracté par rapport au mois de janvier 2018, où il est ressorti à 6,23%.

Pour les émissions obligataires, le taux de rendement moyen s'est situé à 7,36% au cours de la période sous revue, contre 8,43% en décembre 2018 et 7,58% un an auparavant.

Sur les marchés internationaux des capitaux, aucun Etat membre de l'Union n'est intervenu au cours du mois de janvier 2019.

## V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

*L'activité économique poursuivrait sa bonne dynamique à l'échelle mondiale, tirant profit notamment de la vigueur de la demande intérieure aux Etats-Unis. Les risques baissiers liés au commerce mondial et aux investissements internationaux, ainsi qu'au ralentissement en Chine, à la crise italienne et au Brexit, devraient peser sur l'activité économique pour la proche période.*

*Sur le premier trimestre 2019, l'activité économique enregistrerait une bonne dynamique, mais en perte de vitesse, dans les économies de l'UEMOA. L'ensemble des secteurs d'activité renforceraient leurs performances à un rythme moins fort que celui du dernier trimestre 2018. Les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande, avec l'accroissement attendu des cours des principales matières premières exportées. Cette tendance pourrait être atténuée par le resserrement des conditions de financement au niveau mondial, la dégradation du climat sécuritaire et politique ainsi que la hausse des prix des principaux produits alimentaires importés et les effets des tensions commerciales.*

### 5.1. Environnement international

#### 5.1.1. Activité économique

Selon les nouvelles perspectives de l'économie mondiale du FMI, parues en janvier 2019, la croissance en 2018 est estimée à 3,7 % contre 3,8% en 2017. Elle ralentirait à 3,5% en 2019, soit 0,2 point de pourcentage au-dessous des projections d'octobre 2018. La révision à la baisse résulte d'un ralentissement au deuxième semestre de 2018, notamment en Allemagne et en Italie, où les risques souverains et financiers ont pesé sur la demande intérieure, mais aussi d'un sentiment moins optimiste sur les marchés financiers et d'une contraction en Turquie, qui devrait être plus marquée que prévu.

Les indicateurs conjoncturels disponibles indiquent une légère reprise de l'activité dans les pays avancés et ceux partenaires de l'Union au premier trimestre 2019. En zone euro, la croissance de l'activité économique serait portée par le regain de dynamisme du secteur privé. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du Brexit continuent d'affecter l'activité économique. L'activité économique au Japon se ressentirait de la faiblesse des exportations et de la production industrielle.

**Tableau 8 : Prévision du taux de croissance, en glissement annuel (%)**

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	T1- 2017	T2- 2017	T3- 2018	T4- 2018	T1- 2019
<b>Economies avancées</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>
Etats-Unis	2,6	2,9	3,0	2,9	2,9
Zone euro	2,4	2,2	1,6	1,5	1,8
Japon	1,2	1,4	-0,1	0,3	0,1
Royaume Uni	1,1	1,2	1,5	1,2	0,9
<b>Economies émergentes</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4,8</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>
Chine	6,8	6,7	6,5	6,6	6,6
Inde	7,5	7,8	7,2	7,0	7,8
Brésil	1,3	0,9	1,3	1,2	1,9
Autres (Russie et AFS)	1,3	1,5	1,3	0,9	0,8
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>
France	2,2	1,6	1,4	1,8	1,4
Pays-bas	3,1	2,9	2,3	2,3	2,7
Autres (Etats-Unis, Chine, etc.)	4,0	4,1	4,1	4,0	4,1

Sources : OCDE, calculs BCEAO



Dans les pays émergents, la croissance de l'activité économique ralentirait en Chine, en liaison avec l'affaiblissement de la demande, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. Dans les autres pays émergents, la croissance se consoliderait, notamment en Afrique du Sud, au Brésil et en Inde. Dans les pays en développement, les perspectives à moyen terme dans la zone CEMAC font ressortir une amélioration progressive de la situation économique et financière, avec la remontée des cours du pétrole, ainsi que l'accélération de la mise en œuvre des réformes économiques, monétaires et financières convenues avec le FMI. Selon la BEAC, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 2,5% en 2018 après un niveau nul en 2017.

### 5.1.2. Inflation dans les pays partenaires

Les tendances inflationnistes ont baissé dans la plupart des économies avancées. Dans les pays émergents, les prix demeurent en hausse, en liaison avec la fermeté attendue des cours du baril de pétrole et des produits alimentaires. Au Ghana et au Nigeria, l'inflation poursuivrait sa tendance baissière.

Selon les groupes de pays, l'évolution de l'inflation se présente comme suit :

**Tableau 9 : Prévision du taux d'inflation, en variation annuelle (%)**

	Réalizations			Estimations	Prévisions
	oct.-18	nov.-18	déc.-18	janv.-19	févr.-19
<b>Economies avancées</b>	<b>2,78</b>	<b>2,63</b>	<b>2,47</b>	<b>2,36</b>	<b>1,68</b>
<i>Etats-Unis</i>	2,52	2,18	1,91	1,55	1,74
<i>Zone euro</i>	2,20	1,90	1,50	1,40	1,84
<i>Autres</i>	4,41	5,01	5,52	6,04	1,27
<b>Economies émergentes</b>	<b>3,60</b>	<b>3,76</b>	<b>3,71</b>	<b>3,76</b>	<b>2,90</b>
<i>Chine</i>	2,50	2,20	1,90	1,70	2,18
<i>Inde</i>	9,60	10,60	11,60	12,60	4,59
<i>Brésil</i>	4,56	4,50	5,50	6,50	3,53
<i>Autres</i>	3,24	3,36	3,38	3,29	4,39
<b>Pays partenaires de l'UEMOA</b>	<b>2,65</b>	<b>2,35</b>	<b>2,10</b>	<b>1,84</b>	<b>2,04</b>
<i>France</i>	2,21	1,89	1,59	1,24	1,41
<i>Pays-bas</i>	2,10	2,03	1,96	2,19	1,98
<i>Autres</i>	2,66	2,36	2,12	1,86	2,07
<b>Pays voisins de l'UEMOA</b>	<b>11,15</b>	<b>12,15</b>	<b>13,15</b>	<b>14,15</b>	<b>10,40</b>
<i>Nigeria</i>	11,26	12,26	13,26	14,26	10,46
<i>Ghana</i>	9,50	10,50	11,50	12,50	9,41

Sources : OCDE, sites et revues spécialisés, calculs BCEAO

### 5.1.3. Prix des produits de base

Sur les marchés des matières premières, les prix des produits agricoles exportés et importés par les pays de l'Union s'orienteraient à la hausse à l'exception de ceux du coton et de l'huile palmiste.

**Tableau 10 : Prévisions des cours des matières premières (variation mensuelle en %)**

Produits exportés	Réalizations			Estimations		Prévisions
	janv. 18	nov. 18	déc. 18	janv. 18	févr. 18	mars 19
Pétrole brut (NYMEX) (en \$/baril)	2,1	-19,6	-13,3	5,2	6,4	3,7
Café robusta (OIC) (en cents/livre)	-4,4	-2,1	-7,4	0,7	0,7	1,8
Cacao (OICC) (en cents/livre)	-9,9	2,3	1,1	2,7	-0,7	-0,6
Coton (NY 2ème position) (en cents/livre)	8,0	0,6	-1,1	-4,6	-2,1	-1,2
Huile de palme (en \$/tonne métrique)	-6,0	23,8	-25,5	4,0	10,7	6,8
Huile de palmiste (en \$/tonne métrique)	-9,6	-11,5	6,1	3,8	-8,5	-1,9
Caoutchouc (en eurocents/kg)	1,5	-2,7	3,4	4,3	1,4	1,9
Noix de cajou (en \$/tonne métrique)*	0,0	0,0	-6,9	0,0	-0,6	0,0
Or (en \$/once)	-1,0	0,5	2,6	3,2	2,0	1,9
<b>Produits importés</b>						
Huile de soja (cents/livre)	-3,2	-4,3	1,8	2,2	4,8	2,9
Blé (cents/boisseau)	-2,4	-1,1	2,6	-0,6	-1,2	0,8
Riz (cents/lb)	1,2	0,4	-2,2	-0,2	-1,9	-0,5
Maïs (cents/boisseau)	1,9	-0,7	3,1	0,4	-0,6	0,3

Sources : Reuters, calculs BCEAO

Les cours du pétrole tireraient profit de la bonne tenue de la demande ainsi que des actions entreprises par les pays producteurs, notamment ceux membre de l'OPEP, afin de limiter leur offre de production. En outre, les sanctions américaines contre l'Iran et le Venezuela commenceraient à peser sur l'offre mondiale, ce qui ramènerait le marché du pétrole à l'équilibre.

Les prix de l'huile de palme évoluerait sur une tendance baissière en liaison avec la fermeté de l'offre de production. En outre, les stocks dans les principaux marchés demeurent élevés.

Les cours du caoutchouc devraient être soutenus par la hausse des prix du pétrole suite aux limitations de l'OPEP et aux sanctions américaines sur les exportations du Venezuela et de l'Iran, un certain optimisme quant à l'issue des négociations entre les Etats-Unis et la Chine et puis la perspective d'un accord entre les producteurs pour soutenir les prix.

S'agissant des matières premières importées par les pays de l'Union, les prix de l'huile de soja, continueraient de se ressentir de la bonne tenue de la demande de ces spéculations. En revanche, les cours du riz devraient baisser en raison de l'augmentation de l'offre en rapport avec l'arrivée des récoltes dans les principaux pays d'Asie alors que la demande est faible.

## 5.2. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de février 2019, les économies de l'Union continueront de bénéficier du renforcement de la demande. Pour l'année 2019, dans son ensemble, ces conditions favorables demeureraient, avec toutefois un ralentissement de la demande en provenance des principaux pays partenaires européens et asiatiques où la croissance est dans une phase descendante du cycle.

En outre, les effets négatifs attendus des tensions commerciales entre les Etats-Unis et certains de leurs partenaires sur les perspectives économiques de l'UEMOA, pourraient être

---

importants, en dépit de la reprise des négociations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. De même, la crise en Italie et en France, le Brexit sans accord, les conflits armés en Asie et les fluctuations du prix du baril sont des sources d'inquiétudes pour les économies de l'Union.

Le maintien de la tendance haussière des cours internationaux de la plupart des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA aurait des effets positifs sur le budget et la croissance des Etats de l'Union. Cette situation pourrait être atténuée par le resserrement des conditions de financement au niveau mondial, la dégradation du climat sécuritaire et politique ainsi que la hausse des prix des principaux produits alimentaires importés.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de janvier 2019, l'activité économique maintiendrait sa bonne dynamique dans le secteur des industries, en lien principalement avec la hausse attendue des commandes, de la production et du chiffre d'affaires. La demande resterait vigoureuse et généralisée sur les marchés intérieur et extérieur. En ce qui concerne les activités commerciales, les entreprises anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, avec l'accroissement des commandes en provenance de tous les compartiments du marché. Les entreprises du secteur des services enregistreraient une progression de leurs activités, en liaison avec la hausse des commandes et du chiffre d'affaires. Le regain de dynamisme est attendu dans les branches de l'intermédiation financière, de l'hôtellerie et de la restauration ainsi que de l'immobilier, de la location et des activités de services aux entreprises. De même, les opérateurs des bâtiments et travaux publics anticipent une progression de leurs activités, en relation avec la hausse de nouveaux travaux et du chiffre d'affaires.

Les estimations effectuées par la BCEAO à partir des résultats des enquêtes de conjoncture à fin janvier 2019 et les dernières informations disponibles font ressortir un ralentissement de la croissance, à très court terme, des économies de l'Union, avec un taux de progression de l'activité économique de 6,4% au premier trimestre 2019, après une réalisation de 6,8% le trimestre précédent. La perte de vitesse de l'activité au premier trimestre 2019 est attribuable notamment au recul du rythme de progression de la production manufacturière, des activités commerciales et extractives. La bonne tenue des secteurs financier et de production d'énergie a exercé un effet modérateur.

Par branche, la dynamique de l'économie de l'Union est projetée comme suit :

**Tableau 11 : Evolution de la croissance au sein de l'UEMOA par secteur d'activité (contribution en point de %)**

Branche d'activités	Taux de croissance Annuel (%)		Taux de croissance trimestrielle (glissement annuel %)								
	Estimations		Estimations						Prévisions		
	2017	2018	T1-2017	T3-2017	T4-2017	T1-2018	T2-2018	T3-2018	T4-2018	T1-2019	T2-2019
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>
Agriculture vivrière	1,1	1,0	1,4	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,2	1,2	1,1
Agriculture de rente (ou exportation)	0,4	0,1	0,3	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>
Activités extractives	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Industries manufacturières	0,6	0,7	0,5	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6
Production énergie	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
BTP	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>3,7</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>	<b>3,5</b>
Commerce	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,4
Transports, postes et communications	0,5	0,9	0,5	0,6	0,5	0,8	0,9	1,0	1,0	0,9	0,7
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	1,1	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3
Services non marchands	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,5
Impôts et taxes	0,9	0,6	0,8	1,0	0,9	0,7	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>6,7</b>	<b>6,4</b>	<b>6,5</b>	<b>6,6</b>	<b>6,6</b>	<b>6,8</b>	<b>6,4</b>	<b>6,1</b>

Source : BCEAO

Sur l'ensemble de l'année 2019, il est attendu le renforcement des performances économiques, avec un taux de croissance de 6,8%, après une réalisation de 6,6% en 2018.

L'expansion de l'activité en 2019 serait soutenue par l'essor des secteurs des services et du secondaire. Le dynamisme des activités de prestation de services serait attribuable à l'essor des services bancaires et de télécommunications ainsi que de la bonne tenue des activités commerciales, consécutif à la hausse des productions agricoles et industrielles. Le secteur secondaire continue d'être tiré par les Bâtiments et Travaux Publics, qui bénéficieraient de l'exécution de grands chantiers dans les infrastructures de base.

Par ailleurs, la hausse de la production agricole, du fait d'une pluviométrie globalement satisfaisante et de la poursuite des actions entreprises pour redynamiser les principales filières agricoles, contribuerait à soutenir la croissance du PIB.

Sous l'angle de la demande, la consommation finale demeurerait le principal moteur de la croissance, en liaison avec la consolidation de la demande des ménages en produits alimentaires. Toutefois, la bonne dynamique de l'activité serait atténuée par le ralentissement des investissements, en relation avec le renchérissement des financements aussi bien sur le marché régional qu'international. La demande extérieure nette continue de peser négativement sur les perspectives de croissance des économies de l'Union, en liaison avec l'accroissement attendu de la facture d'importation des biens d'équipement et intermédiaires ainsi que des produits alimentaires. En effet, sur la période de janvier au 7 mars 2019, les réceptions de transferts augmenteraient de 32,5% et les émissions seraient en hausse de 34,4%. A la même période de l'année passée, ces indicateurs se situent à 41,0% et 24,2% respectivement.

### 5.3. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Selon les estimations faites sur la base de la situation à fin janvier 2019, la masse monétaire de l'Union se situerait à 27.522,73 milliards à fin février 2019 contre 25.022,5 milliards un an plus tôt. La hausse de 2.500,2 milliards (+10,0%) qui en résulterait serait imputable à la progression de 2.135,3 milliards (+7,6%) des créances intérieures attendues à 30.112,7 milliards et des AEN (+671,3 milliards ou +15,1%).

L'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse, en glissement annuel, des créances sur l'économie (+8,4%) qui s'établiraient à 22.040,1 milliards et de celles sur les Administrations publiques centrales (+5,6%).

Sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin février 2019, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+1.917,9 milliards) et de la circulation fiduciaire (+582,2 milliards).

### 5.4. Perspectives d'inflation

Sur la base des estimations faites à partir des informations du dispositif interne de suivi des prix, le taux d'inflation dans l'UEMOA ressortirait à 0,9% à fin février 2019, en glissement annuel, en légère hausse par rapport au niveau du mois précédent. La composante « Alimentation » serait la principale source de la hausse du niveau général des prix, en liaison avec le renchérissement des céréales. Selon la FAO, les prix du maïs enregistreraient une forte hausse, en lien avec les craintes de perturbations des expéditions à partir des Etats-Unis. Les prix de l'huile de soja sont affectés par une offre mondiale limitée. Les prix du lait ont été soutenus par une demande vigoureuse, conjuguée au repli de la production.

**Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)**

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 17	août 18	sept. 18	oct. 18	nov. 18	déc. 18	janv. 19	févr. 19
Produits alimentaires et boissons	0,3	0,2	0,0	0,2	0,1	0,3	-0,1	0,1
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Habillement	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,1	0,2	0,0	0,0	0,3	0,3	0,2	0,2
Ameublement	0,2	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
Transport	0,1	0,2	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Communication	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
<b>Ensemble</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>

Sources : INS, BCEAO

---

Sur les trois mois à venir, le taux d'inflation augmenterait, en raison essentiellement du renchérissement des produits alimentaires locaux et importés. Cette évolution traduit les effets des contraintes sur l'offre alimentaire et le regain de dynamisme de la demande. Pour l'ensemble de l'année 2019, le taux d'inflation s'établirait à 1,1% avant de remonter à 1,4% en 2020. Ces niveaux d'inflation restent toutefois compatibles avec l'objectif de stabilité des prix (+2,0%).



---

## **ANNEXES STATISTIQUES**

Tableau A.1: Variation du chiffre d'affaires par branche

Tableau A.2: Indice de la production industrielle par branche

Tableau A.3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA

Tableau A.4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA (contribution en points de %)

Tableau A.5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement

**Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche, (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle					Glissement annuel	
	2016	2017	2018		2019	2018	2019
	janv	janv	janv	déc	janv.(*)	déc	janv.(*)
<b>PRODUITS DE L'ALIMENTATION</b>	<b>-1,3</b>	<b>6,0</b>	<b>1,3</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	-0,1	-0,1	-0,3	0,2	0,1	0,0	0,2
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,2	4,8	0,9	-0,9	0,3	0,1	1,1
<b>EQUIPEMENT DE LA PERSONNE</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0,1	-0,4	0,0	0,0	0,4	0,0	0,3
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>EQUIPEMENT DU LOGEMENT</b>	<b>0,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,7</b>
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,1	0,4	-0,2	-0,2	0,4	0,0	0,1
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0,1	0,8	1,4	-0,3	0,2	-0,1	-0,7
<b>AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHES</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1,7</b>
Véhicules automobiles neufs	0,1	-0,3	1,1	-0,1	0,7	0,0	0,2
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Motocycles neufs	-0,1	0,9	1,6	0,0	0,1	-0,1	-1,4
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0,6	-0,3	0,3	-0,4	-0,1	0,1	0,1
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>PRODUITS PETROLIERS</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,4</b>
Produits pétroliers	-2,0	-1,9	-1,1	-1,0	0,8	0,0	1,4
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,7</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0,6	0,3	-0,5	1,7	-1,2	0,3	0,3
Parfumerie et produits de beauté	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,0	0,1
<b>PRODUITS DIVERS</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,9</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>
Machines de bureau et matériel et informatique	0,0	-0,1	0,1	-0,1	0,2	0,0	0,1
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,5	0,1	0,4
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,3	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits	-0,9	-0,4	0,6	-0,7	0,9	0,1	0,2
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-5,0</b>	<b>4,4</b>	<b>4,6</b>	<b>-2,0</b>	<b>3,2</b>	<b>0,3</b>	<b>2,3</b>

(\*) données provisoires, CVS

Source : BCEAO



**Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche, (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel		
	2016	2017	2018		2019	2018	2019
	janv	janv	janv	déc	janv.(*)	déc	janv.(*)
<b>PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-2,2</b>	<b>-2,0</b>
Pétrole brut et gaz naturel	0,0	-0,4	0,0	-0,2	0,0	0,9	0,7
Minerais d'uranium et de thorium	-0,1	0,3	-0,9	0,2	0,0	-0,5	0,3
Minerais métalliques	-0,3	-0,1	-0,2	-0,1	0,0	-1,7	-1,6
Autres minerais	-0,7	-0,7	0,8	-1,0	0,0	-0,5	-0,4
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>-3,4</b>	<b>5,0</b>	<b>12,2</b>	<b>-5,3</b>	<b>0,6</b>	<b>5,6</b>	<b>3,2</b>
Produits alimentaires et de boissons	-0,5	-22,6	3,6	0,0	0,0	0,9	-1,0
Produits à base de tabac	0,1	-2,6	0,0	0,0	0,0	1,0	0,2
Textiles	-1,4	22,7	2,8	-0,9	0,2	-0,9	-0,2
Articles d'habillement	0,0	-1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,2	-0,1
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,1	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,5	0,1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,4	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0
Produits pétroliers raffinés	0,0	-7,0	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
Produits chimiques	-0,5	1,6	1,6	-2,6	0,0	2,7	1,5
Caoutchouc et matières plastiques	-1,0	8,8	2,5	-0,1	0,2	0,3	0,2
Autres produits minéraux non métalliques	0,0	0,7	1,2	0,0	0,0	1,2	0,9
Produits métallurgiques de base	0,0	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,3	-0,1
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	0,0	0,6	0,2	-0,8	0,0	1,2	1,1
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	2,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0
Produits de récupération	0,0	-0,4	0,0	-0,6	0,0	0,0	0,0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU</b>	<b>0,8</b>	<b>-1,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,4</b>
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,9	-1,6	-0,1	2,8	-0,1	0,1	0,4
Eau	-0,1	-0,2	0,0	-0,9	0,0	0,0	0,0
<b>Indice Général</b>	<b>-3,7</b>	<b>2,4</b>	<b>11,8</b>	<b>-4,5</b>	<b>0,5</b>	<b>3,0</b>	<b>1,5</b>

(\*) données provisoire, CVS

Source : BCEAO

**Tableau A3 : Taux d'intérêt débiteurs des banques de l'UEMOA (%)**

	Niveau moyen mensuel				
	2016	2017	2018	2018	2019
	janv	janv	jan	déc	jan
<b>NATURE DU DEBITEUR</b>					
Etat et organismes assimilés	6,71	4,96	6,48	6,20	4,54
Particuliers	9,53	8,55	6,45	7,13	7,68
Clientèle financière	8,52	5,67	8,04	7,46	7,61
Sociétés d'Etat et EPIC	7,14	5,46	6,21	7,23	6,87
Assurances-Caisses de retraite	9,02	9,79	8,17	7,10	7,52
Entreprises privées du secteur productif	6,52	6,34	6,48	6,56	6,76
Entreprises individuelles	7,35	7,26	9,48	6,80	7,57
Coopératives et groupements villageois	9,54	9,74	9,71	9,40	10,77
Divers (ONG, amicales, syndicats, etc.)	10,95	8,78	8,51	8,61	9,30
Personnels des banques	2,82	2,37	3,20	1,79	2,22
<b>Total</b>	<b>7,11</b>	<b>6,60</b>	<b>6,73</b>	<b>6,76</b>	<b>7,10</b>
<b>OBJET DU CREDIT</b>					
Habitation	8,08	8,28	7,84	6,72	7,32
Exportation	7,98	6,34	7,65	7,77	6,84
Equipement	8,69	7,56	7,80	7,02	7,63
Consommation	8,22	7,41	7,77	7,42	8,13
Trésorerie	6,40	6,06	6,56	6,60	6,69
Autres	8,23	7,78	6,16	6,67	7,92
<b>Total</b>	<b>7,11</b>	<b>6,60</b>	<b>6,73</b>	<b>6,76</b>	<b>7,10</b>
<b>DUREE DU CREDIT</b>					
inf ou égale à 1 mois	5,60	5,65	6,11	6,09	6,95
sup à 1 mois et inf ou égale à 3 mois	5,79	5,05	5,46	6,31	5,61
sup à 3 mois et inf ou égale à 6 mois	8,47	8,10	7,96	6,88	7,73
sup à 6 mois et inf ou égale à 1 an	8,36	7,83	8,82	7,98	7,42
sup à 1 an et inf ou égale à 2 ans	8,89	7,72	8,65	6,92	8,95
sup à 2 ans et inf ou égale à 5 ans	8,67	8,62	7,51	7,21	7,89
sup à 5 ans et inf ou égale à 10 ans	8,74	7,87	7,96	7,00	7,46
Plus de 10 ans	5,03	6,63	5,99	3,43	2,96
<b>Total</b>	<b>7,11</b>	<b>6,60</b>	<b>6,73</b>	<b>6,76</b>	<b>7,10</b>

Source : BCEAO

**Tableau A4 : Evolution des crédits mis en place par les banques de l'UEMOA  
(contribution en points de %)**

	cumuls mensuels (en mds)				Variation mensuelle (%)		Glissement annuel (%)	
	2017	2018	2018	2019	2018	2019	2018	2019
	déc.	jan	déc	jan	déc	jan	déc	jan
<b>Crédits bancaires totaux</b>	1 493,1	1 021,2	1 966,3	1 435,1	97,4	-27,0	31,7	40,5
Crédits aux particuliers	232,7	286,6	212,8	311,3	5,5	5,0	-1,3	2,4
Crédits aux entreprises privées	890,7	494,1	1 003,2	801,1	46,6	-10,3	17,6	30,1
Crédits aux entreprises du secteur public	115,6	63,4	69,2	16,3	3,7	-2,7	-3,1	-4,6
<b>Crédits de trésorerie</b>	985,4	641,6	1 222,6	864,3	60,9	-18,2	15,9	21,8
Crédits de consommation	168,5	134,4	200,0	128,7	5,3	-3,6	2,1	-0,6
crédits d'équipement	130,4	46,4	238,4	300,8	15,2	3,2	7,2	24,9
Crédits d'habitation	23,8	15,1	30,0	21,8	1,1	-0,4	0,4	0,7

Source : BCEAO

**Tableau A5 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement  
(en milliards, sauf indication contraire)**

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	31,9	33,7	94,9	17,7	9,4	188,0	49,6	115,3
Burkina	59,5	71,2	83,6	61,7	7,7	802,2	121,2	153,7
Côte d'Ivoire	215,4	146,1	147,4	183,6	92,3	198,9	398,9	167,3
Guinée-Bissau	1,8	2,3	78,6	2,8	2,0	140,2	4,6	106,9
Mali	63,9	82,1	77,8	14,4	5,3	272,8	78,3	89,6
Niger	28,3	23,8	119,2	16,3	6,5	250,7	44,7	147,5
Sénégal	36,9	77,2	47,9	116,5	51,7	225,3	153,4	119,0
Togo	20,9	26,2	79,7	9,4	11,3	83,7	30,3	80,9
<b>UMOA</b>	<b>458,8</b>	<b>462,6</b>	<b>99,2</b>	<b>422,4</b>	<b>186,1</b>	<b>226,9</b>	<b>881,1</b>	<b>135,8</b>

Source : BCEAO



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST